



Mission régionale d'autorité environnementale
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à la révision générale du PLU
de la commune de Les Combes (Doubs)**

n°BFC-2017-1169

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme :**

La mission régionale d'autorité environnementale,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8 à R.104-16, R.104-28 à R.104-33, relatifs à l'évaluation environnementale de certains documents d'urbanisme ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable qui définit les règles générales de fonctionnement des MRAe ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale Bourgogne-Franche-Comté en date du 23 juin 2016 portant délégations pour la mise en œuvre de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme (examens au « cas par cas ») ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°BFC-2017-1169 reçue le 28 avril 2017, portée par la commune des Combes (25), portant sur la révision générale de son PLU ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 2 juin 2017 ;

Vu la contribution de la Direction Départementale des Territoires du Doubs en date du 12 juin 2017 ;

1. Caractéristiques du document :

Considérant que la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Les Combes (superficie de 1758 hectares, population de 750 habitants en 2015), dont le territoire ne comprend pas de site Natura 2000, est soumise à un examen au cas par cas afin de déterminer si elle doit faire l'objet d'une évaluation environnementale en vertu des dispositions des articles R.104-8 à 16 du code de l'urbanisme ;

Considérant que la commune relève du SCOT du Pays Horloger dont l'élaboration a été engagée en 2015 ;

Considérant que cette élaboration du PLU communal vise principalement à permettre d'accueillir de 150 à 170 habitants supplémentaires d'ici 2030 (soit un taux de croissance annuel moyen de la population communale de l'ordre de 1,2% à 1,4 %), poursuivant en cela la dynamique constatée ces dernières décennies ;

Considérant que pour permettre ce développement qui se traduirait par la réalisation d'environ 90 logements sur cette période (dont 25 logements pour anticiper le desserrement des ménages), le projet vise à mobiliser une enveloppe foncière de 5,4 hectares en extension urbaine à destination d'habitat (trois zones 1AU), s'ajoutant à environ 1,3 ha de dents creuses identifiées ; une zone d'extension à vocation économique 1AUX de 0,7 ha étant également prévue ;

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée :

Considérant que selon les indications fournies, le PLU en projet tend à infléchir assez significativement (de l'ordre de -40 % en moyenne annuelle) la consommation d'espace sur la commune, par rapport à celle constatée ces 10 dernières années, notamment par des densités moyennes envisagées de l'ordre de 12 logements par hectare ; ces perspectives de développement pouvant utilement être affinées, le cas échéant, au regard notamment des réflexions et premières orientations qui pourraient se dégager dans le cadre de l'élaboration du SCOT ;

Considérant que le projet communal ne paraît pas susceptible d'impacter de manière notable les sensibilités matérialisées par les zonages de protection et d'inventaire de la biodiversité et des paysages qui concernent la commune (une ZNIEFF de type I « Plaine alluviale du Doubs à Morteau », une ZNIEFF de type II « Vallée du Doubs : défilé d'Entre-Roches », deux arrêtés de protection de biotope, des zones humides, deux sites inscrits et deux sites classés), ces dernières étant situées sur la partie sud du territoire qui n'est pas concerné par les extensions urbaines envisagées ;

Considérant que ce projet de PLU n'apparaît pas susceptible d'affecter des sites Natura 2000, notamment les sites Natura 2000 « Vallée de la Loue » et « Vallée du Dessoubre, de la Rêverotte et du Doubs » situés à plus de 7 km ;

Considérant que la définition des zones d'extension urbaine montrent une prise en compte des risques, notamment de mouvement de terrain particulièrement présent dans le secteur d'urbanisation, ce travail pouvant être affiné par la suite notamment dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation des zones à urbaniser (notamment zone AUX vis-à-vis de la présence éventuelle de doline, zone d'extension à l'Ouest de la commune vis-à-vis de la canalisation d'hydrocarbure) ;

Considérant que le projet communal et les éléments du dossier montrent une prise en compte des sensibilités identifiées en matière de biodiversité sur les terrains envisagés pour les extensions d'urbanisation, les incidences en la matière étant indiquées comme devant rester faibles à modérées ; la poursuite du travail de définition des zones d'extension et de leurs OAP pouvant permettre, le cas échéant, d'optimiser leur insertion notamment vis-à-vis des éléments d'intérêt du point des continuités écologiques ;

Considérant que les périmètres de protection de captage d'eau potable figurent en zone inconstructible du projet de PLU ;

Considérant que selon les indications fournies, la ressource en eau potable et les systèmes d'assainissement seront suffisants pour supporter le développement de l'urbanisation ;

Considérant que le projet de révision du PLU des Combes n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur l'environnement et la santé humaine ;

DECIDE

Article 1^{er}

La révision du PLU de Les Combes n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la section 1 du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme.

Article 2

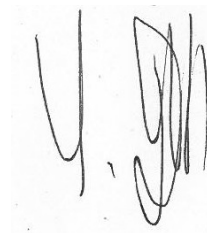
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le document peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet des missions régionales d'autorité environnementale.

Fait à Dijon, le 26 juin 2017

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
Bourgogne-Franche-Comté et par délégation, le président



Philippe DHÉNEIN

Voies et délais de recours

Les décisions de dispense peuvent faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou de leur mise en ligne sur internet.

Les décisions dispensant d'évaluation environnementale ne constituent pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elles ne peuvent faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elles sont susceptibles d'être contestées à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Les décisions soumettant à évaluation environnementale peuvent faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions. Elles peuvent faire l'objet d'un recours contentieux qui doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux :

Monsieur le Président la Mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté
Conseil général de l'environnement et du développement durable
57 rue de Mulhouse
21033 DIJON Cedex

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Dijon
22 rue d'Assas
21000 DIJON